

Samir AMIN

Observations rapides sur le projet d'Espaces Marx

I. Définitions et choix des objectifs

Parce que le projet est ambitieux (et je m'en réjouis) il est nécessaire de définir des priorités facilitant l'avancement ordonné des travaux.

- (i) Le projet concerne deux ordres de questions concernant :
 - a. La nature des expressions du mouvement social qui témoignent du « besoin de communisme ». Définir le « communisme » en question (émancipation de : l'exploitation, l'oppression, la domination, l'aliénation)...
 - b. Les stratégies politiques à mettre en œuvre pour « avancer » avec efficacité dans cette direction (ce qui suppose qu'on tire au clair le sens et les conditions des « avancées » envisagées).
- (ii) Le projet peut couvrir des champs géopolitiques plus ou moins vastes.
 - a. La France
 - b. L'Europe
 - c. Le Monde
- (iii) Il me semble (je proposerais donc) :
 - a. Que l'ambition du projet est de couvrir les deux ordres de questions (mal définis si l'on dit « théoriques » et « pratiques ») en les articulant.
 - b. Qu'il serait souhaitable de commencer à penser un « projet français », puis lorsqu'on sera suffisamment avancé dans ce cadre, de définir un projet « européen et mondial » qui intègre le premier. Evidemment « projet français » ne signifie pas penser la France en isolement, mais dans son insertion européenne et mondiale.

II. Préciser les objectifs d'étapes

Décembre 2005 : préciser les choix « définitifs » et constituer les équipes en fonction de ces choix.

Mai 2006 : première série de « résultats », c.a.d. de formulations (fortes) des questions, des défis, des champs d'analyses etc.

Après Mai – Nécessité absolue de penser un « projet de longue durée »

III. Travailler avec qui ? Comment ?

Deux « types » de participants :

- (i) des « analystes » critiques (pas forcément, encore moins exclusivement « académiques »)
- (ii) des responsables de mouvements (lesquels sont toujours des analystes au moins de facto, mais pas seulement cela...) Toujours difficile d'associer ces « mondes » (surtout quand la « tradition » a été de « fonctionnariser les intellectuels » au service du « mouvement », parti etc.)

IV. Ouvrir le débat sur la nature du « défi »

- (i) J'ai tendance à en offrir une définition concentrée à l'extrême : le choix de civilisation est :

- fonder la socialisation sur le marché (en fait le marché capitaliste, c.a.d. la propriété privée et la compétition)

- ou fonder la socialisation sur la démocratie (démocratie alors non réduite à la gestion de la politique par la démocratie représentative, mais étendue à celle de toute la vie économique et sociale)

(ii) L'option en cache une autre, plus fondamentale, de nature anthropologique et historique. Opter pour le « marché » c'est croire que le « progrès » est produit par la « concurrence » entre les individus, les sociétés ; opter pour la démocratie qu'il est celui de la solidarité/coopération. L'histoire, à mon avis, démontre que le progrès s'est frayé la voie principalement par la coopération, accessoirement par la concurrence (qui est la forme la plus dévastatrice de « progresser »)

(iii) On peut, dans un esprit pragmatique, proposer un mix des deux (le marché et la démocratie). Attention.

a. L'idéologie dominante du moment croit le faire (marché et démocratie s'accompagnant et se renforçant mutuellement).

En fait, ce qui est proposé ici est :

- socialiser principalement par le marché
- « atténué » (« figure humaine ») par l'intervention de la « société » (définie en termes de « société civile »...)

- dans un cadre réduisant au maximum les responsabilités de l'Etat (au profit de cette « SC »).

Cette idéologie (qui est l'idéologie « américaine ») dépolitise, émiette et finalement contraint à « jouer le jeu du système » sans s'autoriser à le remettre en question par une réflexion critique.

b. Autre chose est de penser que dans la « longue transition du capitalisme mondial au communisme mondial » (voir plus loin) les deux termes de la contradiction doivent être combinés, mais d'une manière qui permette à chaque étape, « d'avancer » en direction de la socialisation par la démocratisation (ce sera la définition des avancées possibles positives).

Et au terme de cette évolution ? Disparition du marché, disparition (dépérissement) de l'Etat ?

Débats ouverts.

Reconnaître la multiplicité des thèses (et hypothèses !).

- (i) le « communisme » implique abolition du marché et dépérissement de l'Etat (concepts dominants des marxisme historiques)
- (ii) la gestion décentralisée d'une économie complexe exigera toujours des « formes/marché », fussent-elles affranchies de la domination du capital et de la propriété privée.
- (iii) L'Etat n'est pas seulement l'Etat historique de classe, il est aussi l'expression de l'autonomie du politique (« pas de démocratie concevable sans politique, donc sans Etat »).

V. Définir la nature des « avancées » possibles et nécessaires, et partant la nature de la « transition » et de ses étapes.

(i) Ma formulation des « avancées » en question est la suivante :

Il n'y a « d'avancée » digne de ce nom que si elle s'exprime simultanément par un triple progrès :

- le progrès social, lequel implique lui même des ruptures qualitatives, c.a.d. l'affirmation de valeurs en conflit avec les logiques du déploiement capitaliste. La combinaison conflictuelle

de principes de la reproduction capitaliste et de principes anticapitalistes (« socialistes ») caractérise la « transition ». Il y a progrès dans la transition lorsque dans cette combinaison le poids des principes socialistes s'affirme grandissant. Concept très différent de celui de la « construction du socialisme »

- la démocratisation entendue comme processus sans fin, élargissant son champ pour investir progressivement tous les champs de la vie sociale, transcendant la pratique de la démocratie représentative.

- l'affirmation de l'autonomie de la Nation dans un système de mondialisation multipolaire négociée.

(ii) Ces « avancées » s'inscrivent dans une perspective de « longue transition » du capitalisme mondialisé au communisme mondialisé (un, deux siècles ?).

Une vision de la longue transition fort différente de celle imaginée par les marxismes historiques des II et IIIe Internationales.

Les « ruptures » que ces avancées dans la transition impliquent concernent l'ensemble des dimensions du défi : exploitation, domination, oppression et aliénation.

VI. Définir les stratégies de lutte à partir d'analyses concrètes (spécifiques donc à un lieu et moment déterminés) et des propositions explicites des mouvements de mobilisation et d'action actifs.

Se donner des objectifs à court et moyen termes permettant d'engranger des victoires (fussent-elles modestes).

Dans cet esprit je propose une analyse du défi immédiat centré sur la riposte au déploiement du projet US de contrôle militaire de la Planète. Ce projet occupe seul le devant de la scène, il surdétermine la conjoncture. Toutes les forces politiques en place à l'heure actuelle (Etats, classes dirigeantes et mouvements populaires) se positionnent en réponse à ce projet : s'y adapter pour éventuellement en bénéficier (attitude dominante en Europe), tenter d'en limiter les effets les plus dévastateurs (attitude envisagée en Chine, et dans les pays du Sud), rarement plus. Seuls les victimes directes du déploiement du projet (peuple d'Irak) combattent le projet (et du fait de leur isolement par des moyens parfois d'efficacité discutable).

Or sans la mise en déroute de ce projet (mise en déroute morale, idéologique, diplomatique, politique et militaire) les avancées démocratiques et sociales éventuelles demeureront fragiles et vulnérables à l'extrême.

Dans cet esprit une question centrale : « l'Europe » peut elle prendre part à l'isolement nécessaire des USA ? Réponses contradictoires à discuter sérieusement, sans préjugé préalable. Dans cette perspective en tout cas une « autre Europe » n'a de sens que si elle rompt simultanément avec le « libéralisme », économiquement et socialement et l'atlantisme politico-militaire. Centralité absolue de la question de l'OTAN. L'OTAN réduit tout projet européen à n'être que le volet européen du projet US (l'Europe capitale Washington). Alignement de l'Europe sur la décision des USA de ne pas renoncer à une première frappe nucléaire contre tout adversaire présumé ou potentiel...